

LES BRETONS N'ONT PAS DE LEÇONS À RECEVOIR

Commençons par régler son compte à un stéréotype agaçant : la Bretagne n'est pas et n'a jamais été un monolithe réactionnaire. Le Trégor, le Goëlle et la Cornouaille (l'ouest des Côtes-d'Armor et le Finistère sud) prennent régulièrement, depuis au moins six siècles, le parti du progrès. Après s'être révoltée contre la noblesse en 1490, puis en 1589-1590 et s'être attaquée, en 1675, à l'ordre féodal dans son ensemble, cette partie de la Bretagne s'est rangée, en 1789, dans le camp de la Révolution, puis dans celui de la République. Activement résistante lors de la Seconde Guerre mondiale, cette zone, où le breton est très employé, est restée « rouge » jusqu'à nos jours, entretenant même un foyer communiste rural d'une centaine de communes où, lors des élections européennes de juin 1999, la liste dirigée par Robert Hue a obtenu jusqu'à 37 % des suffrages exprimés. Ce préalable étant posé, je peux à présent évoquer mon point de vue de Breton sur la République, au moment où les plus hautes autorités constitutionnelles viennent de rendre un avis défavorable à la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires.

Lorsque je me suis éveillé à la politique, je me sentais bien sûr républicain, mais mollement, car les monarchistes ne semblaient guère menaçants. Et aujourd'hui, l'invocation de la « tradition républicaine » me paraît relever d'un réflexe identitaire et d'une sorte de repli anxieux sur le passé. Cette « tradition » est composée de principes qui sont magnifiques — l'universalisme et le contrat social — et de réalités qui le sont un peu moins. En effet, les colonisateurs français à travers le monde se sont abrités derrière l'universalisme des Lumières. Renan, le penseur de la nation française, comme Jules Ferry, le père de l'école laïque républicaine, étaient racistes. Et c'est au nom de l'universalisme que nous, Bretons — comme les Basques et les Corses, puis, plus tard, les Italiens, les Polonais et enfin les Arabes —, n'avons eu d'autre possibilité de nous intégrer à la République qu'en reniant notre culture afin d'être « assimilés ». Il s'agit là d'une confiscation des valeurs républicaines : la notion de république n'est pas, en principe, liée à une ethnie ou à une langue, mais à la volonté de vivre ensemble.

Certes, pour des raisons d'unité politique et économique, la France avait besoin de disposer d'une langue commune. Et j'admets que la maîtrise de cette langue commune a eu, pour les Bretons comme pour les autres, pris individuellement, un effet émancipateur comme moyen de promotion sociale. Cependant, pourquoi la Révolution et la République françaises ont-elles considéré toute langue autre que le français comme un ennemi intérieur ? Les 88 % de Bas-Bretons qui pensent qu'il faut conserver la langue bretonne seraient-ils tous de mauvais républicains ? En fait, au nom de l'universalisme, en France, on ne souffre pas d'exception : la République ne reconnaît que des « citoyens égaux

Tribune parue dans *Le Monde des débats* en 1999

devant la loi», c'est-à-dire des êtres individuels abstraits — mais identiquement francisants ! —, auxquels elle n'accorde aucun droit collectif, même s'ils sont victimes de discrimination, ou s'ils sont porteurs d'une culture particulière ; toute langue et culture autres que françaises sont renvoyées à la vie privée, c'est-à-dire priées d'avoir la politesse d'étouffer sans bruit. En revanche, à l'échelle mondiale, la France revendique, pour elle, un traitement d'exception. Et les mêmes arguments qui valent à l'intérieur du territoire français — « seuls 20 % des Bas-Bretons parlent breton » — ne valent plus à l'extérieur : « ce n'est pas parce que le français n'est parlé que par 2 % de l'humanité qu'il ne doit pas être défendu et enseigné partout à travers le monde ».

Le monde, précisément, est en mouvement. À la mondialisation de l'économie s'ajoute la globalisation des questions d'environnement. On voit naître une culture mondiale et surtout, progressivement, une véritable conscience planétaire. Et, à mes yeux, tout ce qui peut être entrepris pour aller vers une souveraineté universelle constitue un pas en avant pour l'humanité. À cet égard, l'affaiblissement de l'État et du nationalisme français au profit de l'Union européenne constitue un progrès. Je rêve d'une fédération mondiale, où l'unité de l'humanité se conjugue avec le respect de la diversité. Aujourd'hui, c'est cela que le mot République évoque pour moi : puisque la plupart des questions importantes pour notre avenir se posent à l'échelon mondial, la *res publica*, la « chose publique », devrait, tout simplement, être mondiale. Si, néanmoins, la République devait se fossiliser, rester à tout jamais franco-française et rétive à l'altérité, je saurais me passer de ce concept, car il est une autre utopie en laquelle je crois avant tout : la démocratie.

Ronan Le Coadic